EMISSIONS ET COTATIONS

VALEURS FRANÇAISES

BONS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES

FONCIÈRE DES MURS

Société en commandite par actions au capital de 166 486 576 €.
Siège social : 30, avenue Kléber, 75116 Paris.
955 515 895 R.C.S Paris.

Législation. — Société en Commandite par Actions soumise au droit français.

Objet social. — La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, pour elle-même ou en participation avec des tiers :

— A titre principal :

– l'acquisition de tous terrains, droits immobiliers ou immeubles, y compris par voie de bail à construction, affectés notamment au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large, ainsi que tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire ou l'annexe desdits biens immobiliers ou concourir à leur développement ;

– la construction d'immeubles affectés au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large et toutes opérations ayant un rapport direct ou indirect avec la construction de ces immeubles ;

– l'exploitation et la mise en valeur par voie de location de ces biens immobiliers ;

– l'acquisition ou la conclusion de tout contrat de crédit-bail immobilier en qualité de crédit-preneur en vue de la location ou de la mise à disposition à titre onéreux des immeubles objets desdits contrats de crédit-bail ;

– directement ou indirectement, la détention de participations dans des personnes visées à l'article 8 et aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 206 du Code général des impôts, et plus généralement la prise de participation dans toutes sociétés dont l'objet principal est l'exploitation d'un patrimoine immobilier locatif affecté au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large ainsi que l'animation, la gestion et l'assistance de telles personnes et sociétés.

— A titre accessoire, directement ou indirectement la prise à bail de tous biens immobiliers affectés au secteur de la santé, des loisirs et de l'hébergement au sens large y compris par voie de crédit-bail ou de location financière ;

— A titre exceptionnel, l'aliénation notamment par voie de cession, d'apport et de fusion des actifs de la Société ;

— Et plus généralement :

– la participation en qualité d'emprunteur et de prêteur à toute opération de prêt ou de trésorerie intra-groupe et la possibilité de consentir à cet effet toutes garanties réelles ou personnelles mobilières ou immobilières, hypothécaires ou autres ;

– et toutes opérations civiles, financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières jugées utiles pour le développement de l'un des objets précités de la Société.

Durée. — Expiration le 31 décembre 2039, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Catégories d'actions émises et caractéristiques. — Les actions de la Société sont toutes des actions ordinaires de même rang et de même catégorie.

Capital social. — Le capital social est de 166 486 576 euros. Il est divisé en 41 621 644 actions d'une valeur nominale de 4 euros chacune.

Forme des actions. — Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La Société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions prévues par les articles L. 228-2 et suivants du Code de Commerce en matière d'identification de détenteurs de titres, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

Toutefois, tout actionnaire autre qu'une personne physique venant à détenir, directement ou par l'intermédiaire d'entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, un pourcentage du capital de la Société au moins égal à celui visé à l'article 208 C II ter du code général des impôts (un « Actionnaire Concerné ») devra impérativement détenir l'intégralité des actions dont il est lui-même propriétaire sous la forme nominative et faire en sorte que les entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce détiennent également l'intégralité de leurs actions sous la forme nominative. Tout Actionnaire Concerné qui ne se conformerait ou dont l'une des entités contrôlées ne se conformerait pas à cette obligation, au plus tard au jour de l'avis de convocation de toute assemblée générale des actionnaires de la Société, verrait ses droits de vote, ainsi que ceux des entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, plafonnés, lors de l'Assemblée Générale concernée, au dixième du nombre d'actions qu'ils détiennent respectivement.

L'Actionnaire Concerné susvisé, ainsi que les entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, retrouveront l'intégralité des droits de vote attachés aux actions qu'ils détiennent respectivement lors de la plus prochaine Assemblée Générale des actionnaires, sous réserve de régularisation de leur situation par inscription de l'intégralité de leurs actions sous la forme nominative, au plus tard au jour de l'avis de convocation de ladite Assemblée Générale. Les actions donnent lieu à inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales en vigueur.

Identification des actionnaires. — La Société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions prévues par les articles L. 228-2 et suivants du Code de commerce en matière d'identification de détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

Avantages particuliers. — Néant.

Droit de vote. — Chaque action donne droit à une voix.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actionnaires devront faire leur affaire personnelle du regroupement d'actions nécessaires sans pouvoir rien prétendre de la Société.

Le vote à distance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires.

Conditions d'admission aux assemblées d'actionnaires. — Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, sur simple justification, dans les conditions légales et réglementaires applicables, de son identité et de l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou d'un intermédiaire inscrit pour son compte.

Cession et transmission des actions. — Aucune clause statutaire ne restreint la libre cession des actions.

Répartition des bénéfices – Constitution de réserves. — S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'Assemblée Générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à affecter au fond de réserve légal ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire, il est d'abord prélevé une somme de 500 000 € qui est versé à l'associé commandité. Dans l'hypothèse où le bénéfice distribuable d'un exercice ne permettrait pas de verser intégralement à l'associé commandité le dividende ci-dessus visé, la somme restant à verser à l'associé commandité sur ce dividende préciputaire sera prélevée par priorité sur le bénéfice distribuable des exercices suivants et ce, sans limitation. Les commanditaires ne pourront bénéficier d'aucun dividende au titre d'un exercice donné tant que le dividende préciputaire de cet exercice et les dividendes préciputaires des exercices précédents, alloués à l'associé commandité, n'auront pas été intégralement versés à ce dernier.

Le solde du bénéfice distribuable au titre de chaque exercice est réparti entre les propriétaires d'actions au prorata du nombre de leurs actions. L'Assemblée Générale peut toutefois décider le prélèvement sur la part revenant aux actionnaires dans le solde des bénéfices, des sommes qu'elle juge convenable de fixer pour être reportées à nouveau ou pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de toutes sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes des réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués ; dans la mesure où les réserves distribuées auront été constituées au moyen de prélèvements effectués sur la part de bénéfices revenant aux actionnaires seuls, la distribution des dividendes correspondante sera effectuée au seul profit des propriétaires d'actions proportionnellement aux nombres d'actions appartenant à chacun d'eux.

Par ailleurs, tout Actionnaire Concerné devra remettre à la Société, au plus tard deux (2) jours ouvrés avant la date prévue par toute Assemblée Générale des actionnaires de la Société ayant décidé une distribution de dividendes, réserves ou primes, pour la mise en paiement desdites sommes, une opinion émanant d'un cabinet d'avocats inscrit à un barreau français ayant une compétence reconnue en la matière attestant qu'il satisfait et que les entités qu'il contrôle susvisées satisfont aux conditions posées par l'article 208 C II ter du code général des impôts pour ne pas entraîner l'obligation pour la Société d'acquitter le prélèvement prévu par ledit article 208 C II ter (le « Prélèvement ») au titre des distributions mises en paiement à leur bénéfice (une « Opinion Satisfaisante »).

A défaut de production d'une Opinion Satisfaisante dans le délai susvisé, ledit Actionnaire Concerné et les entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce seront tenus d'indemniser la Société au titre du Prélèvement dû par la Société de leur fait. En conséquence, la Société sera en droit d'effectuer une compensation entre sa créance indemnitaire à l'encontre dudit Actionnaire Concerné et des entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, d'une part, et les sommes devant être mises en paiement par la Société à leur profit, d'autre part. Ainsi, le montant des sommes prélevées sur les bénéfices de la Société exonérés d'impôt sur les sociétés en application de l'article 208 C II. du code général des impôts devant, au titre de chaque action détenue par ledit Actionnaire Concerné et lesdites entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, être mise en paiement en leur faveur en application de la décision de distribution susvisée, sera réduit à concurrence du montant du Prélèvement dû par la Société au titre de la distribution de ces sommes.

Dans l'hypothèse où (i) il se révélerait, postérieurement à une distribution de dividendes, réserves ou primes prélevée sur les bénéfices de la Société exonérés d'impôt sur les sociétés en application de l'article 208 C II. du code général des impôts, qu'un actionnaire était un Actionnaire Concerné à la date de la mise en paiement desdites sommes et où (ii) la Société aurait dû procéder au paiement du Prélèvement au titre des sommes ainsi versées audit actionnaire et aux entités qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, sans que lesdites sommes aient fait l'objet de la compensation prévue ci-dessus, chacun desdits actionnaires sera tenu de verser à la Société, à titre d'indemnisation du préjudice subi par cette dernière, une somme égale au Prélèvement qui aurait alors été acquitté par la Société au titre de chaque action de la Société qu'il détenait au jour de la mise en paiement de la distribution de dividendes, réserves ou prime concernée (l'« Indemnité »).

Le cas échéant, la Société sera en droit d'effectuer une compensation, à due concurrence, entre sa créance au titre de l'Indemnité et toutes sommes qui pourraient être mise en paiement ultérieurement au profit des mêmes actionnaires, sans préjudice, le cas échéant, de l'application préalable sur lesdites sommes de la compensation prévue ci-dessus. Dans l'hypothèse où, après réalisation d'une telle compensation, la Société resterait créancière de l'actionnaire susvisé ou d'une entité qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce au titre de l'Indemnité, la Société sera en droit d'effectuer à nouveau une compensation, à due concurrence, avec toutes sommes qui pourraient être mises en paiement ultérieurement au profit des mêmes actionnaires jusqu'à l'extinction définitive de ladite créance.

Franchissement de seuils statutaires. — Toute personne qui vient à posséder directement ou indirectement, au sens des dispositions dudit article L. 233-7, au moins 1% des droits de vote est tenue, dans les cinq (5) jours de l'inscription en compte des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au siège social le nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède.

Cette déclaration devra être renouvelée dans les conditions ci-dessus prévues chaque fois qu'un nouveau seuil de 1% sera franchi.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions ci-dessus exposées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, à la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5% du capital social. Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'auraient pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Exercice social. — Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Rémunération du gérant. — A compter du 1er janvier 2007, le ou les gérants auront droit collectivement à une rémunération annuelle au titre de leurs fonctions s'élevant à :

— 150 000 € (cent cinquante mille euros), ce montant étant révisé annuellement de plein droit et sans aucune formalité ni demande en fonction des variations de l'indice Syntec selon la formule suivante : $P1 = P0 \times (S1/S0)$

où :

P1 = prix révisé.

P0 = prix d'origine.

S0 = indice Syntec publié à la date de la précédente révision ou indice d'origine.

S1 = dernier indice Syntec publié à la date de révision.

Le taux de variation indiciaire annuel sera calculé en fonction du dernier indice publié au 1er janvier 2005 correspondant à l'indice du mois de décembre 2004 puis ensuite de l'indice mensuel strictement correspondant des années suivantes.

— Dans le cas où l'indice viendrait à disparaître, ou ne pourrait recevoir application pour quelque cause que ce soit, il lui sera substitué l'indice de remplacement ou à défaut, tout indice similaire.

— Plus 2,5 % (HT) des loyers (HT et hors charges) facturés au titre des immeubles propriété de la Société ou des sociétés contrôlées, directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, par la Société.

Plus 8 000 € (huit mille euros) par société contrôlée directement ou indirectement par la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce et 15 000 € (quinze mille euros) pour chaque Société étrangère contrôlée, directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce par la Société et dont cette dernière assure la gestion.

Par ailleurs, en cas d'acquisition, de construction, d'extension, rénovation ou restructuration d'un immeuble affecté à l'activité de la Société, le gérant aura droit à une rémunération spécifique égale à 1 % (HT) de l'engagement financier total que représenterait alors cet investissement pour la Société jusqu'à concurrence d'un engagement financier total, pour une même opération, de 250 000 000 € (deux cent cinquante millions d'euros). Dans l'hypothèse où l'engagement financier total pour une même opération excéderait 250 000 000 €, la rémunération du gérant prévue au paragraphe précédent pour la tranche excédant 250 000 000 € sera fixée par le conseil de surveillance sans pouvoir être inférieure à 0,4 % ni excéder 1 % (HT) de ladite tranche excédentaire.

En outre, en cas de cession d'actifs ou de sociétés contrôlée, directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce par la Société, le gérant aura droit à une rémunération égale à 1 % du prix net vendeur avec un minimum de 15 000 € HT.

Aucune autre rémunération ne peut être attribuée aux gérants, en raison de leur fonction, sans avoir été préalablement décidée par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires après accord unanime des commandités.

Le ou les gérants ont droit, en outre, au remboursement de toutes les dépenses et frais de toute nature découlant du recours, effectué dans l'intérêt de la Société ou des sociétés qu'elle contrôle, directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce, à des prestataires de services extérieurs.

Répartition du boni de liquidation. — Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre des actions existantes. Le produit net de la liquidation, après règlement du passif, sera réparti entre les actionnaires et les associés commandités.

Obligations convertibles en actions. — Néant

Montant non amorti des obligations antérieurement émises (hors obligations convertibles en actions). — Néant

Montant des emprunts obligataires garantis par la Société. — Néant

Avis aux actionnaires.

Cadre juridique de l'opération.

Assemblée Générale. — La présente émission est effectuée dans le cadre de la troisième résolution prise à titre extraordinaire de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 24 avril 2007 :

« L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, et après avoir pris connaissance des rapports du gérant, du conseil de surveillance et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1. délègue au gérant, en application des dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2 et L.228-92 du Code de commerce, l'ensemble des compétences nécessaires à l'effet de décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société (autres que des actions de préférence) ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (autres que des valeurs mobilières donnant droit à des actions de préférence), de quelque nature que ce soit, émises à titre gratuit ou onéreux ;

2. décide que le montant nominal maximal des augmentations du capital social de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant total de 250 000 000 € (deux cent cinquante millions d'euros), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;

3. décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant total de 1 000 000 000 € (un milliard d'euros) ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies ;

4. décide que la présente délégation est valable pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente assemblée ;

5. décide que la souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société ;

6. décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible ; en outre, le gérant aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;

si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le gérant pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, tout ou partie des facultés ci-après :

- (i) limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celle-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- (ii) répartir librement tout ou partie des titres non souscrits à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ;
- (iii) offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

7. constate que, le cas échéant, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ; et

8. décide que le gérant aura tous pouvoirs, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en [U+x009c]uvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- (i) déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- (ii) fixer les montants à émettre et fixer la date de jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre ;
- (iii) déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- (iv) suspendre le cas échéant l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;

- (v) procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du pair de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ;
- (vi) fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles ;
- (vii) procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et généralement prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
- (viii) décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ;
- (ix) accomplir, soit par lui-même, soit par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution ; et
- (x) modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire. »

Décision du Gérant relative à l'émission.

En vertu de la délégation de compétence consentie par l'Assemblée Générale mixte du 24 avril 2007 visée ci-dessus, le Gérant a décidé le 25 juin 2007 l'émission et l'attribution gratuite de bons de souscription d'actions à l'ensemble des actionnaires (les « BSA »).

Attribution gratuite des bons de souscription d'actions (BSA).

Modalité et quotité de l'attribution des bons de souscription d'actions. — 1 BSA a été attribué gratuitement pour chaque action existante de Foncière des Murs à la clôture des négociations le 26 juin 2007, soit 41 621 644 BSA.

Date de l'attribution des bons de souscription d'actions. — L'attribution des BSA a été effectuée le 27 juin 2007 par l'intermédiaire d'Euroclear France. Seuls les actionnaires de la Société dont les actions étaient enregistrées comptablement à l'issue de la séance de bourse du 26 juin 2007 ont eu droit à cette attribution.

Caractéristiques des bons de souscription d'actions (BSA).

Forme des bons de souscription d'actions et inscription en compte. — Les BSA seront délivrés sous la forme au porteur ou sous la forme nominative pure. Les droits des titulaires de BSA seront représentés par une inscription en compte à leur nom chez leur intermédiaire teneur de compte à compter de leur attribution.

Valeur théorique d'un bon de souscription d'actions. — Sur la base du cours de clôture de l'action Foncière des Murs le 22 juin 2007, soit 28,68 euros, la valeur théorique d'un BSA s'élève à 0,78 euro.

Cotation des bons de souscription d'actions. — Les BSA seront négociables sur le marché Eurolist d'Euronext Paris du 27 juin 2007 au 3 juillet 2007 inclus et admis aux opérations d'Euroclear France et identifiés sous le code ISIN FR0010493338. Les conditions de cotation des BSA sont fixées dans un avis d'Euronext Paris paru le 26 juin 2007. La période de cotation des BSA se déroule du 27 juin 2007 au 3 juillet 2007 inclus (période qui correspond également à la période d'exercice des bons par les porteurs décrite ci-dessous).

Conditions et modalités d'exercice des bons de souscription d'actions.

Quotité et prix d'exercice des bons de souscription d'actions. — 5 BSA donnent le droit de souscrire à 1 action nouvelle de la Société au prix de 24 euros par action, chacune de 4 euros de nominal, soit une prime d'émission de 20 euros par action nouvelle. Lors de l'exercice des BSA, il devra être versé par leurs titulaires la somme de 24 euros par action souscrite, représentant la totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission. Le prix de souscription des actions émises sur exercice des BSA devra être versé dans son intégralité en numéraire.

Nombre d'actions reçues par exercice des bons de souscription d'actions. — 5 BSA donnent le droit de souscrire à 1 action nouvelle Foncière des Murs de 4 euros de nominal chacune portant jouissance courante. Les actions nouvelles seront de même catégorie et seront assimilées dès leur émission aux actions Foncière des Murs existantes. Les BSA ne peuvent être exercés qu'à concurrence d'un nombre de BSA permettant la souscription d'un nombre entier d'actions (5 ou un multiple de ce chiffre). Dans le cas où un titulaire de BSA ne disposerait pas d'un nombre suffisant de BSA pour souscrire un nombre entier d'actions Foncière des Murs, il devra faire son affaire de l'acquisition sur le marché du nombre de BSA nécessaires à la souscription d'un tel nombre entier d'actions. Les BSA formant rompus pourront être cédés sur le marché pendant leur période de cotation (soit entre le 27 juin 2007 et le 3 juillet 2007 inclus). A défaut, ces BSA seront rachetés, selon les modalités décrites à la section « Conditions de rachat des bons de souscription d'actions » ci-après.

Période d'exercice des bons de souscription d'actions. — Pour exercer leurs BSA, les titulaires de BSA devront faire parvenir leurs instructions d'exercice à leur intermédiaire teneur de compte à tout moment entre le 27 juin 2007 et le 3 juillet 2007 inclus, soit une période de 5 jours de bourse correspondant à la période de cotation des BSA sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Les instructions d'exercice des BSA sont irrévocables. Après le 3 juillet 2007, aucune instruction d'exercice par un porteur ne pourra être prise en compte. Il est précisé que les Etablissements Garants pourront exercer les BSA qui seraient rachetés par la Société en qualité de commissionnaire en son nom mais pour leur compte jusqu'à la date de règlement-livraison des actions, soit le 16 juillet 2007 (inclusive) En outre, les BSA seront radiés du marché Eurolist d'Euronext Paris et ne pourront plus être négociés à l'issue de la séance de bourse du 3 juillet 2007. L'exercice des BSA se fera sans frais pour les titulaires. A défaut d'avoir fait l'objet d'une instruction d'exercice au plus tard le 3 juillet 2007, les BSA seront automatiquement rachetés, en application de l'article L.228-102 du Code de commerce, par la Société, agissant en qualité de commissionnaire (au sens de l'article L.132-1 du Code de commerce), en son nom, mais pour le compte des Etablissements Garants, et seront transférés des comptes titres de leurs titulaires sur un compte ouvert au nom de CACEIS Corporate Trust. Les titulaires de BSA seront avisés du nombre de bons rachetés par un communiqué diffusé par Foncière des Murs.

Modalités. — Pour exercer leurs BSA, les titulaires de BSA devront faire parvenir leur instructions d'exercice à leur intermédiaire teneur de compte à tout moment pendant la période d'exercice définie ci-dessus, soit entre le 27 juin 2007 et le 3 juillet 2007 inclus.

Les Etablissements Garants se sont engagés, dans les conditions stipulées dans le contrat de garantie visé ci-dessous, à exercer l'intégralité des BSA rachetés par la Société, agissant en qualité de commissionnaire (au sens de l'article L. 132-1 du Code de commerce), en son nom, mais pour le compte des Etablissements Garants. Le nombre de BSA rachetés par les Etablissements Garants sera connu à l'issue de la centralisation décrite ci-dessous. Sous réserve de la non-réalisation de la condition résolutoire décrite ci-dessous, la totalité des BSA sera ainsi exercée.

Centralisation des demandes d'exercice des BSA. — Les instructions d'exercice de BSA seront centralisées par CACEIS Corporate Trust, 14 rue Rouget de Lisle, 91230 Issy-les-Moulineaux, entre le 4 juillet 2007 et le 9 juillet 2007 à 12 heures au plus tard. Les établissements teneurs de comptes ayant reçu des instructions d'exercice des BSA devront (i) transmettre lesdites instructions d'exercice à CACEIS Corporate Trust (ii) livrer les BSA ainsi exercés à CACEIS Corporate Trust au plus tard le 9 juillet 2007 (12 heures), selon les modalités indiquées par l'avis Euronext annonçant l'opération.

Condition résolutoire de l'exercice des bons de souscription d'actions. — L'exercice des BSA et l'émission subséquente des actions nouvelles sont assujettis à la condition que le contrat de garantie ne soit pas résilié. Les circonstances dans lesquelles le contrat de garantie pourrait être résilié sont indiquées dans le paragraphe « Garantie » ci-dessous.

En cas de résiliation du contrat de garantie, l'exercice des BSA (y compris, le cas échéant, l'exercice des BSA rachetés) sera résolu de plein droit et tous les BSA seront caducs. Aucune action nouvelle ne sera créée. Pour les porteurs qui auraient le cas échéant exercé leurs BSA, les fonds qu'ils auront versés leur seront restitués par leur intermédiaire financier. Si le contrat de garantie est résilié après la période de cotation des BSA, aucun montant ne sera dû au titre de leur rachat. Toutefois, les négociations de BSA exécutées pendant leur période de cotation sur le marché Eurolist d'Euronext Paris ne seront pas remises en cause.

En cas de résiliation du contrat de garantie, les titulaires de BSA en seront informés par un communiqué diffusé par la Société.

Foncière des Murs s'engage à ne pas réaliser d'opérations financières nécessitant une suppression ou un ajustement des droits des titulaires de BSA tant qu'il existera des BSA de la présente émission en cours de validité.

Garantie. — Le placement et la souscription des actions nouvelles fait l'objet d'un engagement de garantie par Calyon et Société Générale (les « Etablissements Garants ») en vertu d'un contrat de garantie conclu le 25 juin 2007. Les Etablissements Garants se sont engagés à exercer en intégralité les BSA rachetés.

Au cas où le contrat de garantie serait résilié, l'exercice des BSA sera résilié de plein droit et tous les BSA seront caducs. Aucune action nouvelle ne sera créée. Si le contrat de garantie est résilié après la période d'exercice et de cotation des BSA, aucun montant ne sera dû au titre du rachat décrit ci-dessus. Toutefois, les négociations de BSA déjà exécutées ne seront pas remises en cause.

En cas de résiliation du contrat de garantie, les titulaires des BSA en seront informés par communiqué diffusé par la Société.

Montant de l'augmentation de capital et Produit de l'émission. — Dans l'hypothèse où tous les BSA seraient exercés (à l'exception de 4 BSA qui ne pourront être exercés compte tenu de la quotité d'exercice des BSA), le nombre d'actions émises serait de 8 324 328.

Sur la base de l'attribution gratuite de 41 621 644 BSA et d'un prix d'exercice des BSA de 24 euros par action, le produit brut de l'émission des actions nouvelles sur exercice des BSA est estimé à 199 783 872 euros.

La rémunération des intermédiaires financiers ainsi que les frais juridiques et administratifs à la charge de la Société sont estimés à un montant d'environ 4,9 millions d'euros. Le produit net de l'émission est estimé à 194,9 millions d'euros environ.

Conditions de rachat des bons de souscription d'actions.

Les titulaires de BSA qui (i) ne souhaiteraient pas les exercer, ou (ii) souhaiteraient exercer seulement une partie de leurs BSA, ou encore (iii) ne disposeraient pas du nombre de BSA nécessaires pour souscrire à un nombre entier d'actions ou (iv) n'auraient pas cédé leurs BSA pendant leur période d'exercice et de cotation, bénéficieront des dispositions ci-dessous.

A défaut d'avoir fait l'objet d'une instruction d'exercice au plus tard le 3 juillet 2007, les BSA seront automatiquement rachetés, en application de l'article L. 228-102 du Code de commerce, par la Société, agissant en qualité de commissionnaire (au sens de l'article L. 132-1 du Code de commerce), en son nom, mais pour le compte des Etablissements Garants, et seront transférés des comptes titres de leurs titulaires sur un compte ouvert au nom de Calyon pour le compte des Etablissements Garants. Il est précisé que la Société, en sa qualité de commissionnaire (au sens de l'article L. 132-1 du Code de commerce), ne deviendra à aucun moment propriétaire des BSA rachetés. Les titulaires de BSA seront avisés du nombre de BSA rachetés par un communiqué diffusé par la Société.

Les Etablissements Garants se sont engagés à exercer l'intégralité des BSA rachetés.

Sous réserve de la non-réalisation de la résiliation du contrat de garantie, la totalité des BSA sera ainsi exercée (à l'exception de 4 BSA qui ne pourront être exercés compte tenu de la quotité d'exercice des BSA).

En contrepartie, les titulaires des BSA rachetés recevront une somme égale pour chaque bon racheté, égale au plus élevé des deux montants suivants : — La différence, si elle est positive, entre le prix de l'offre (tel que défini ci-après) et le prix de souscription d'une action par exercice des BSA rachetés, multipliée par la quotité d'exercice, soit par 1/5, 5 BSA étant nécessaires pour souscrire à 1 action nouvelle ; et — 0,01 euro.

Le prix de rachat des BSA rachetés sera connu le 11 juillet 2007 et leurs titulaires en seront avisés par un communiqué diffusé par la Société. Par ailleurs, cette information fera l'objet d'un avis publié au Bulletin des annonces légales obligatoires.

Le prix de rachat sera versé le 16 juillet 2007 aux établissements teneurs de comptes pour le compte des titulaires des BSA rachetés.

Droits attachés aux actions à émettre sur exercice des bons de souscription d'actions. Jouissance, droits attachés aux actions à émettre sur exercice des bons de souscription d'actions.

Les actions nouvelles, émises par la Société sur exercice des BSA, seront de même catégorie et seront assimilées dès leur admission aux actions Foncière des Murs déjà admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment B) (code ISIN : FR0000060303, Mnémonique : FMU). Elles porteront jouissance à compter de leur émission et donneront ainsi droit à l'intégralité de toute distribution décidée à compter de leur date d'émission. Les actions nouvelles seront, dès leur création, soumises à l'ensemble des stipulations des statuts de la Société.

Négociabilité des actions. — Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des BSA ni des actions émises sur exercice desdits bons. Les BSA et les actions font l'objet d'une inscription en compte et se transmettent par voie de virement de compte à compte.

Service financier. — Les instructions d'exercice de BSA seront centralisées par CACEIS Corporate Trust, situé 14 rue Rouget de Lisle, 92310 Issy-les-Moulineaux.

Le service des titres et le service financier des actions Foncière des Murs sont assurés par CIC Lyonnaise de Banque.

Règlement-livraison des actions émises en résultat de l'exercice des bons de souscription d'actions. — Le règlement-livraison des actions nouvelles interviendra le 16 juillet 2007.

Admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. — Les actions nouvelles provenant de l'exercice des BSA feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations aux opérations d'Euroclear France en qualité de dépositaire central, et aux systèmes de règlement-livraison d'Euroclear France S.A., d'Euroclear Bank SA/NV et de Clearstream Banking S.A. (Luxembourg).

Placement des actions à émettre sur exercice des bons de souscription d'actions.

Nombre, nature. — Les actions offertes dans le cadre du placement proviendront de l'exercice par les Etablissements Garants, en application du contrat de garantie visé ci-dessus, des BSA rachetés.

Le nombre définitif d'actions offertes dans le cadre du placement fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société le 9 juillet 2007.

Modalités du placement. — Le placement prendra la forme d'un placement privé principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant un placement en France et hors de France, avec certaines restrictions.

Durée du placement. — La durée du placement privé sera de 2 jours de bourse, soit les 10 juillet 2007 et 11 juillet 2007, sauf clôture anticipée sans préavis.

Modalités de fixation du prix du placement. — Le prix des actions offertes dans le cadre du placement privé résultera de la confrontation de l'offre d'actions souscrites par exercice des BSA rachetés et des demandes d'achat selon la technique dite de « construction du livre d'ordres », et sera effectuée sur la base des critères de marché suivants :

- Sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs ;
- Capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ; et
- Quantité demandée.

Restrictions générales applicables aux résidents de certains pays autres que la France.

La diffusion du prospectus, l'offre ou la vente des BSA ou des actions nouvelles émises à la suite de leur exercice peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession du prospectus doivent s'informer de ces éventuelles restrictions locales et s'y conformer.

Toute personne recevant le prospectus doit s'abstenir de le distribuer ou de le faire parvenir dans de telles juridictions, en contravention avec les lois et réglementations qui y sont applicables.

Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission du prospectus dans de telles juridictions, doit attirer l'attention du destinataire sur les restrictions applicables au Placement.

D'une façon générale, toute personne souhaitant exercer des BSA hors de France devra s'assurer que cet exercice n'enfreint pas la législation applicable. Le prospectus ou tout autre document relatif à l'augmentation de capital, ne pourra être distribué hors de France qu'en conformité avec les lois et réglementations applicables et ne pourra constituer une offre de souscription dans les pays où une telle offre enfreindrait la législation applicable.

Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen (autres que la France).

Concernant chacun des différents Etats membres de l'Espace Economique Européen ayant transposé la Directive Prospectus 2003/71/CE (l'« Etat Membre Considéré »), avec effet à partir du et y compris la date à laquelle la Directive Prospectus est transposée dans l'Etat Membre Concerné (la « Date de Transposition »), les BSA ou les actions de la Société ne peuvent pas être offerts au public dans l'Etat Concerné, à l'exception du fait qu'à partir de la Date de Transposition les BSA et les actions de la Société peuvent être offerts au public dans l'Etat Membre Concerné dans les cas suivants prévus par la Directive Prospectus : (a) auprès des personnes morales autorisées ou agréées pour opérer sur les marchés financiers ou, à défaut, des personnes morales dont l'objet social consiste exclusivement à investir dans des valeurs mobilières ; (b) auprès des personnes morales remplissant au moins deux des trois conditions suivantes : (1) un effectif moyen d'un moins 250 salariés lors du dernier exercice ; (2) un bilan social supérieur à 43 000 000 euros, et (3) un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 50 000 000 euros, tel qu'indiqué dans les derniers comptes sociaux ou consolidés annuels de la Société, ou (c) dans tous les autres cas où la publication d'un prospectus n'est pas requise au titres des dispositions de l'article 3.2 de la Directive Prospectus, pour autant qu'une telle offre de BSA ou d'actions de la Société n'entraîne pas l'obligation pour la Société de publier un prospectus aux termes de l'article 3 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins de la présente restriction, la notion d'« offre au public d'actions de la Société » dans chacun des Etats membres de l'Espace Economique Européen ayant transposé la Directive Prospectus se définit comme toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les BSA et les actions de la Société de manière à permettre à un investisseur de décider d'acquérir ces BSA ou actions de la Société. La notion d'« offre au public » d'actions recouvre également, pour les besoins de la présente restriction, toute transcription de cette notion en droit national par un des Etats membres de l'Espace Economique Européen. Chaque acquéreur ou souscripteur de BSA ou d'actions de la Société dans le cadre de l'Offre qui est ressortissant d'un Etat membres de l'Espace Economique Européen sera considéré avoir déclaré qu'il est bien un investisseur qualifié aux termes de l'article 2.1 de la Directive Prospectus. La Société, Calyon, Société Générale et leurs affiliés pourront se fonder sur cette déclaration. Toute personne qui n'est pas un investisseur qualifié mais qui aura reçu une autorisation expresse et écrite de Calyon et Société Générale à cet effet pourra acquérir ou souscrire des BSA ou actions de la Société.

Ces restrictions de vente concernant les Etats membres de l'Espace Economique Européen ayant transposé le Directive Prospectus s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans lesdits Etats.

Restrictions de placement concernant les États-Unis d'Amérique.

Les BSA et les actions nouvelles n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du United States Securities Act de 1933, telle que modifiée (le « U.S. Securities Act ») ou de toute autre loi sur les valeurs mobilières d'un Etat des Etats-Unis d'Amérique et ne peuvent être et ne seront pas offerts, vendus, exercés ou livrés sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, sauf dans le cadre d'une exemption à l'obligation d'enregistrement ou d'une transaction qui ne serait pas soumise à l'obligation d'enregistrement prévue par le U.S. Securities Act et de toute loi sur les valeurs mobilières d'un Etat des Etats-Unis d'Amérique qui serait applicable. Les BSA et les actions nouvelles sont offertes et vendues en dehors des Etats-Unis d'Amérique conformément au Règlement S (*Regulation S*) du U.S. Securities Act. De plus, aucun effort de vente dirigé (*directed selling effort*) (tel que défini par Règlement S) vers les Etats-Unis d'Amérique ne pourra être entrepris.

Par ailleurs, jusqu'à la fin d'une période de 40 jours à compter de la date du visa de l'AMF sur le prospectus, une offre de vente ou une vente des BSA et/ou des actions nouvelles aux Etats-Unis d'Amérique par un intermédiaire financier (qu'il participe ou non à la présente offre) pourrait violer les obligations d'enregistrement au titre de l'U.S. Securities Act si cette offre de vente ou cette vente est faite autrement que conformément à ce qui précède. Aucune enveloppe contenant des ordres de souscription ne doit être postée des Etats-Unis d'Amérique ou envoyée de toute autre façon depuis les Etats-Unis d'Amérique.

Sauf dans un cas expressément autorisé par la Société, toute personne qui acquiert ou exerce des BSA et/ou qui acquiert des actions nouvelles sera réputé avoir déclaré, garanti et reconnu, en acceptant la remise du prospectus et la livraison des BSA ou actions nouvelles, qu'il souscrit ces bons et/ou actions dans une « offshore transaction » telle que définie par le Règlement S de l'U.S. Securities Act.

Sauf dans un cas expressément autorisé par la Société, les intermédiaires financiers autorisés ne devront pas accepter les souscriptions de BSA et/ou d'actions nouvelles faites par des clients qui ont une adresse aux Etats-Unis d'Amérique et de telles demandes seront non avenues.

Restrictions de placement concernant le Royaume-Uni.

Le prospectus peut être distribué au Royaume-Uni uniquement, et est destiné uniquement, aux personnes qui (1) ont une expérience professionnelle en matière d'investissements visées à l'Article 19(5) du Financial Services and Markets Act (2000) Order 2005 (l'« Ordre ») ou, (2) sont des personnes visées par l'Article 49(2) (« *high net worth companies...* ») de l'Ordre (ces personnes étant ensemble désignées comme les « personnes habilitées »). Les BSA et les nouvelles actions ne sont disponibles qu'aux personnes habilitées et toute invitation, offre ou accord d'investir ou d'acquérir les BSA ou les actions sera réservé aux personnes habilitées et ne pourra être réalisé que par les personnes habilitées. Le prospectus est uniquement destiné aux personnes habilitées et ne doit pas être utilisé ou invoqué par des personnes qui ne seraient pas des personnes habilitées. Le prospectus ne doit pas être distribué, publié ou reproduit (en tout ou partie) ou révélé à toute autre personne que des personnes habilitées.

Restrictions de placement concernant l'Australie, le Canada et le Japon.

Aucune mesure n'a été prise afin d'enregistrer ou de permettre une offre publique des BSA ou d'actions nouvelles aux personnes situées en Australie, au Canada ou au Japon. Par conséquent, le prospectus ne peut pas être distribué ou transmis dans ces pays. Aucun exercice des BSA ne peut être effectué par une personne se trouvant en Australie, au Canada ou au Japon.

Intentions des principaux actionnaires. — Predica, Pacifica, Generali Vie et ACM Vie, détenant respectivement 7 522 176, 1 114 920, 8 023 052 et 8 637 100 actions ordinaires de la Société représentant environ respectivement 18,07%, 2,68%, 19,28% et 20,75% du capital social de Foncière des Murs au 20 juin 2007, se sont engagés à ne pas exercer les BSA qui leur sont attribués et à ne pas les céder, sous réserve de reclassements éventuels mentionnés au paragraphe « Reclassements des BSA » ci-dessous.

Ces BSA non exercés seront rachetés en vue d'un placement des actions à provenir de leur exercice dans les conditions et selon les modalités décrites au paragraphe « Conditions de rachat des bons de souscription d'actions ».

Les quatre actionnaires susvisés qui représentent globalement 60,78% du capital de la Société au 20 juin 2007, représenteront après la présente opération et, compte tenu de leurs engagements de non souscription, 50,65% du capital de la Société.

Foncière des Régions, détenant 9 837 032 actions ordinaires de la Société représentant environ 23,63% du capital social de Foncière des Murs au 20 juin 2007, s'est engagé à exercer la totalité des BSA qui lui seront attribués (à l'exception de ceux qui formeraient rompu le cas échéant).

Foncière des Régions maintiendra ainsi son niveau de participation au capital de la Société après la présente opération.

La Société n'a pas connaissance des intentions d'autres actionnaires.

Reclassements de BSA. — Les Etablissements Garants pourront procéder, sur le marché ou hors marché, à des reclassements de BSA. De tels reclassements, s'ils sont réalisés, seront effectués dans le respect de la législation et de la réglementation applicables et de manière à préserver le bon fonctionnement du marché des BSA.

Prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers. — Des exemplaires du prospectus ayant reçu le visa n° 07-211 en date du 25 juin 2007 sont disponibles sans frais auprès de la Société et des établissements habilités à recevoir les souscriptions. Le prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et de Foncière des Murs (www.foncieredesmurs.fr).

Le prospectus est composé :

— Du document de référence de Foncière des Murs déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2007 sous le numéro D. 07-075 ;

— De la note d'opération mise à la disposition du public à l'occasion de l'attribution gratuite de bons de souscription d'actions et de l'émission et de l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris des actions émises en résultat de l'exercice des bons de souscription d'actions.

Bilan. — Les comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ont été publiés au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°43 du 9 avril 2007.

Objet de l'insertion. — La présente insertion est faite en vue de l'attribution de bons de souscription d'actions par la Société à ses actionnaires, de l'admission sur l'Eurolist d'Euronext Paris desdits bons et de l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris des actions émises sur exercice des bons.

Foncières des Murs :

Le Gérant.

0709480